

TENDANCE

PARIS, LE 28 JANVIER 2019

Persévérance

Que le message passe, une bonne fois pour toutes, auprès des Français : **non, le chef de l'État ne renoncera pas ! Emmanuel Macron**, qui a passé une partie de la semaine dernière à la rencontre des élus locaux et des citoyens sur l'ensemble du territoire dans le cadre du « Grand Débat national », **semble apprécier de plus en plus l'exercice**, dont le dernier épisode s'est tenu, après celui où le président des Républicains **Laurent Wauquiez** était présent, dans la petite ville de Bourg-de-Péage, dans la Drôme. Des débats qui, le plus souvent, ont duré plus de trois, quatre, cinq ou six heures. « Il est comme un poisson dans l'eau », confirme son entourage, qui n'a « jamais douté que d'aller au contact était son exercice préféré », et qui voit d'un bon œil que le président de la République se prête à ces exercices, qui redonnent espoir à ses plus proches conseillers après avoir traversé des mois difficiles où la présidence apparaissait isolée, comme dépassée par la crise sociale. Mais politiquement, **les tentatives pour calmer la colère des Gilets jaunes semblent tout aussi risquées qu'incertaines**. Avec l'annonce d'une liste « Gilets jaunes » qui doit se constituer en vue des prochaines élections européennes (*lire notre coulisse de la semaine page 3*), Emmanuel Macron réussit **un pari tactique : affaiblir toutes les listes d'opposition** et donc, par conséquent, favoriser la liste En marche... qui n'a, pourtant, toujours pas de tête de liste – comme certains partis d'opposition.

La persévérance politique sera aussi visible cette semaine, et ce très concrètement. C'est le ministre de l'Action et des Comptes publics **Gérald Darmanin** qui a bien fait de persévérer : dans quelques jours, les salariés français recevront leur fiche de paie avec le **prélèvement à la source**. Cette mesure – qui est la norme dans de nombreux pays d'Europe – a pu voir le jour grâce à la ténacité du ministre et des services de Bercy qui, malgré des avis politiques négatifs et les doutes mêmes du président de la République à la fin du mois d'août dernier, n'ont pas lâché le dossier. Outre les inquiétudes sur de possibles erreurs informatiques, **l'opposition s'inquiète, elle, de « l'impact psychologique négatif »** que va avoir le prélèvement à la source sur les salariés français, surtout en pleine crise des Gilets jaunes. De quoi relancer la mobilisation qui, bien que forte en régions, diminue de semaine en semaine à Paris ? Possible. C'est un risque que les services de Bercy et de la présidence ont pris. Sans grande surprise : le chef de l'État ne cesse de redire qu'il ne changera pas sa politique.

Et cette persévérance devrait être encouragée par une note publiée par l'Institut des politiques publiques, qui prouve que les mesures annoncées par le chef de l'État le 10 décembre dernier auront un impact positif sur le pouvoir d'achat des actifs, avec **un gain moyen de 0,8 % du revenu disponible en moyenne pour les ménages**. Insee, lui, table sur « un impact global de 0,5 point de revenu disponible brut ». Certes, les annonces faites par le chef de l'État ont donné des sueurs froides au ministère de l'Économie et des Finances (**coût de 8,3 milliards d'euros selon les prévisions gouvernementales** !), mais elles auront, concrètement, un impact positif. Certes, tout n'est pas parfait : la croissance est toujours au ralenti, les colères peinent à s'apaiser, et les débats politiques semblent toujours aussi électriques. Mais parfois – et seul l'avenir le dira – la persévérance paie ! Si ce n'est pas le cas, le chef de l'État devra être prêt à vivre des mois de plus en plus difficiles. **Pierre Dumazeau**

■ FMI

Lagarde s'inquiète... et Thiam se prépare 2

■ Gaspard Gantzer

Un retour à l'Élysée ?
« Absolument faux »,
répond l'intéressé 3

■ Mondadori France

Lâché par le ministère
de la Culture ? 4

■ Parquet national financier

L'institution fête ses cinq ans...
et ses nombreuses victoires 5

■ BCE

Le grand bal des successions
a déjà commencé 6

LA COULISSE

Le groupe Aéroport de Paris (ADP), dirigé par Augustin de Romanet, instaure un dialogue apaisé et approfondi avec les partenaires sociaux en attendant la privatisation 8

EN PRIVÉ

■ LE MONDE PRÉFECTORAL FRANÇAIS

est en plein mouvement, selon les informations exclusives de *La Lettre*. Thierry Lataste, le haut-commissaire en Nouvelle-Calédonie, qui occupe ce poste depuis 2016, serait sur le départ. L'homme, ancien directeur de cabinet de François Hollande à l'Élysée, avait notamment organisé le référendum d'autodétermination du 4 novembre dernier prévu par l'Accord de Nouméa signé en 1998. Pour le remplacer, Laurent Prévost, actuel préfet du Val-de-Marne, connaisseur des Outre-Mer car il fut préfet de Martinique entre 2011 et 2014, se positionnerait activement pour lui succéder.

À NOS LECTEURS

Retrouvez l'édito politique d'Yves de Kerdrel sur Sud Radio (99.9), tous les matins, du lundi au vendredi à 8 h 15.

Pour tout renseignement sur votre abonnement, vous pouvez vous adresser au service commercial.
Tél. : 01 85 73 71 83
commercial@wansquare.com

■ **EMMANUEL MACRON** est en visite officielle au Caire où il est arrivé hier et jusqu'à demain. Bruno Le Maire qui s'est rendu dans la capitale égyptienne a pu prendre le pouls de l'économie locale. Le maréchal al-Sissi, qui tient le pays d'une main de fer, a acheté, au cours des années passées, des Rafale et des frégates rapides à la France. À l'occasion de ce voyage, il est davantage question de contrats dans le domaine civil et énergétique, pour un pays dont la démographie explose.

■ **AGNÈS BUZYN** devrait présenter au conseil des ministres du 13 février prochain son projet de loi santé qui devrait remodeler la carte hospitalière, réorganiser les soins de proximité et mettre fin au fameux « *numerus clausus* ». Elle attend pour ce mardi 29 janvier le rapport sur les indemnités journalières et celui sur la tarification des soins à l'hôpital. Il est prévu qu'une concertation ait lieu en avril sur la mise en place du revenu universel d'activité.

■ **DANIEL COHN-BENDIT** parle beaucoup avec Emmanuel Macron depuis le début de la crise des Gilets jaunes alors qu'Alain Minc serait entré en disgrâce. S'il a refusé de prendre la tête de liste de La République en marche pour les européennes, l'ancien leader de Mai-68 a suggéré au chef de l'État de changer le *modus operandi* des grands débats en remplaçant les maires par 150 Français tirés au sort et d'instaurer un dialogue à l'abri des micros et des caméras, tout en autorisant les participants à filmer s'ils le souhaitent.

■ **JEAN-YVES LE DRIAN**, dont les relations avec Emmanuel Macron sont exécrables, voit son nom cité régulièrement par des proches du président de la République afin de prendre la tête de liste de La République en marche pour les européennes. Mais le locataire du quai d'Orsay n'a pas envie de mener un combat politique d'ampleur nationale. Il est en effet bien plus attiré par la Bretagne que par un atterrissage à Bruxelles.

■ **MARION MARÉCHAL** a fait une intervention remarquée la semaine passée à Oxford à l'invitation d'une association d'étudiants. À l'instar de Steve Bannon, elle s'est réclamée du populisme et a fait l'apologie de tout ce qui relève de l'« antisystème ». Au même moment, l'ambassadrice d'Italie en France était convoquée au quai d'Orsay après des propos très « populistes » et hostiles à la France tenus par le vice-président du Conseil italien au nom de ce même populisme.

■ **DIDIER MIGAUD**, le président de la Cour des Comptes, est préoccupé par la crise des Gilets jaunes. Pour lui, la solution n'est pas de rajouter des milliards d'euros sur la table avec pour conséquence un creusement du déficit. Mais d'accélérer la transformation de l'action publique. Selon lui, des marges existent, en remettant à plat les trop nombreuses niches fiscales et sociales qui grèvent nos ressources et nuisent à l'équité du prélèvement de l'impôt. Du côté des dépenses, des améliorations sont possibles, en accélérant la transition numérique des services publics et en réduisant les effets d'aubaine induits par certains transferts sociaux.

CHRISTINE LAGARDE S'INQUIÈTE... ET TIDJHANE THIAM SE PRÉPARE

Le Fonds monétaire international (FMI), qui a publié, avant l'ouverture, ses prévisions révisées pour 2019 et 2020 dans le cadre du Forum de Davos, est très prudent. Un ralentissement économique est certes à l'ordre du jour, a insisté sa directrice Christine Lagarde. Le problème est que son rythme est plus vif que prévu. Dès lors, elle a lancé un appel aux dirigeants mondiaux à se préparer au cas où la conjoncture se détériorerait brutalement. Selon les projections 2019 du FMI, l'économie mondiale devrait connaître un taux de croissance de 3,5 %, contre 3,7 % en 2018. Le ralentissement sera plus prononcé aux États-Unis où la croissance sera de 2,5 % contre 2,9 % l'an dernier. Toutefois, le FMI s'inquiète davantage à propos de la zone euro où la croissance devrait faiblir à 1,6 % cette année contre 1,8 % en 2018. Il note que l'Allemagne et l'Italie sont les maillons faibles, du fait de la baisse de la demande intérieure. Par ailleurs, à Davos, on a déjà beaucoup parlé de la succession de Christine Lagarde qui interviendra en 2021 sauf si elle accepte auparavant un grand poste européen. Aujourd'hui, le candidat le plus cité et qui semble recueillir le plus de suffrages serait le Franco-Ivoirien Tidjane Thiam, âgé de 56 ans, et patron du Crédit suisse depuis mars 2015.

■ **EMMANUEL MACRON** commence à s'interroger sur l'issue du « Grand Débat national », qui va encore durer près de deux mois et va déboucher sur un inventaire à la Prévert. Son problème aujourd'hui, en dehors de la structuration des Gilets jaunes, c'est de savoir quelles mesures prendre. En fait, il serait bien tenté de décider de ne rien décider afin de s'exposer le moins possible. Quitte à renvoyer au final à une forme de Grenelle réunissant la plupart des corps intermédiaires.

■ **MURIEL PÉNICAUD**, la ministre du Travail, devrait prendre connaissance ce 31 janvier du premier texte rédigé en commun par le Medef, la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME) et l'Union des entreprises de proximité (U2P), dans le cadre de la négociation sur l'assurance chômage, concernant les pistes antiprécarité. Selon nos informations, ce texte comprendrait douze propositions évidemment destinées à éviter la taxation des contrats courts par un « bonus-malus ». En principe, la date butoir des réunions entre partenaires sociaux était fixée au 31 janvier. Mais deux nouvelles réunions seraient d'ores et déjà programmées pour les 14 et 20 février.

■ **EMMANUEL MACRON** avait annoncé qu'il adresserait à chaque Français sa fameuse lettre ouvrant le « Grand Débat national ». Celle-ci n'est toujours pas partie. Officiellement, pour une raison de coût. Certains avaient avancé un prix de 10 millions d'euros pour cet envoi postal. Mais Gérald Darmanin, le ministre de l'Action et des Comptes publics, a tenu à préciser qu'il s'agissait plutôt d'un coût compris entre 5 et 7 millions d'euros. À cela, il convient néanmoins de rajouter le coût d'organisation des débats auxquels participe le chef de l'État.

■ **ALEXANDRE BENALLA**, qui a refusé de répondre à la plupart des questions posées par les sénateurs réunis dans le cadre d'une commission parlementaire *ad hoc*, et ce sur les conseils de son avocate Jacqueline Laffont, avait passé quelques heures en garde à vue juste avant, dans le cadre de l'instruction sur ses passeports diplomatiques. Auparavant, beaucoup l'ont aperçu en train de passer du bon temps dans un palace de Marrakech où il était très sollicité pour faire des *selfies*.

■ **FLORENCE PARLY**, qui a récemment dévoilé la nouvelle stratégie cyber des armées, avec la possibilité désormais données à nos cybersoldats de mener des attaques informatiques, en a profité pour révéler qu'une attaque informatique avait visé la Marine nationale à la fin de l'année 2017. En septembre dernier, elle avait déjà mentionné la présence d'un satellite russe trop curieux qui s'était approché d'Athena-Fidus, un satellite franco-italien destiné aux communications militaires sécurisées. Pour la deuxième fois en quatre mois, la ministre des Armées a donc pointé du doigt la responsabilité de la Russie dans ces attaques.

■ **PHILIPPE GRANJEON** ne fait pas l'unanimité au Château. L'arrivée à l'Élysée de ce nouveau conseiller spécial agace très fortement plusieurs députés de la majorité LREM, qui s'inquiètent de poids grandissant pris par l'homme qui fut, par le passé, conseiller de François Hollande pendant toute la durée de son quinquennat. Les parlementaires proches de l'Élysée craignent plus que jamais une « hollandisation » du chef de l'État, à l'inverse du « nouveau monde » promis. De plus, ce nouveau conseiller spécial pourrait bien faire de l'ombre aux quelques parlementaires LREM en vue au Château. De quoi attiser toutes les rancœurs...

■ **CYRIL HANOUNA**, l'animateur de télévision de C8, a été la semaine dernière l'acteur surprise de la crise des Gilets jaunes, après son débat coanimé avec la secrétaire d'État **MARLÈNE SCHIAPPA**. « C'était osé, mais il faut aussi parler à ces personnes. Si on ne les touche pas par la presse traditionnelle, je ne vois pas où est le problème d'aller dans une émission de divertissement », explique un poids lourd En marche. Ils sont, tout de même, peu nombreux chez LREM à avoir défendu publiquement une telle initiative.

PHILIPPE VIGIER TABLE SUR UN DÉPART DU PREMIER MINISTRE...

■ Le parlementaire centriste, coprésident du groupe « Libertés et Territoires » à l'Assemblée nationale, voit bien Édouard Philippe partir au mois d'avril prochain, après la fin du « Grand Débat national », quand Emmanuel Macron annoncera, probablement, la remise en cause des 80 km/heure, dossier cher à l'actuel Premier ministre. « Pour partir aux européennes avec une nouvelle équipe, Emmanuel Macron n'hésitera pas. C'est un tueur ! », a-t-il confié le 23 janvier, en marge des vœux à la presse du huitième groupe parlementaire de l'Assemblée, présentés dans le petit Algeco où se trouvent ses bureaux, dans une cour intérieure du Palais-Bourbon... ■

... ET DONNE DES NOUVELLE DE « L&T », LE PETIT DERNIER

■ Petit dernier... et mal aimé ! Bertrand Pancher, Sylvia Pinel, Paul Molac... plusieurs « figures » du groupe Libertés et Territoires, né il y a trois mois, assurent que des députés de divers horizons, intéressés par l'esprit d'ouverture qu'il dégage, entretiennent un contact régulier et, pour certains, songent à bientôt rejoindre le groupe parlementaire. D'où l'agressivité manifestée à son égard par les patrons des groupes rivaux et viviers putatifs, Gilles Le Gendre pour LREM et Jean-Christophe Lagarde pour l'UDI en tête. Voire par le président de l'Assemblée nationale Richard Ferrand lui-même ! Ce dernier, d'ailleurs, ne serait « toujours pas décidé à nous laisser nous regrouper dans l'Hémicycle », déplore le député de la 10^e circonscription des Bouches-du-Rhône François-Michel Lambert. ■

■ **LREM ET LE MODEM** ont gagné la « guerre des pesticides » face au PS. La majorité LREM-MoDem a « neutralisé », en Commission des lois, les deux propositions de loi tendant à indemniser les victimes des pesticides, portées par

les députés PS dans leur « niche » parlementaire. Si la majorité a voté le principe de la création du fonds d'indemnisation adopté à l'unanimité au Sénat, son périmètre et son financement, eux, ont été sévèrement réduits.

■ GANTZER À L'ÉLYSÉE ? TOUT FAUX !

L'ancien conseiller chargé de la communication de la présidence de la République sous François Hollande, désormais à la tête de « 2017 », son agence de conseil en communication et de relations publiques, dément avec la plus grande fermeté un éventuel retour à l'Élysée, hypothèse qui circule néanmoins depuis quelque temps, et relayée par l'hebdomadaire *Le Point* dans son édition de la semaine. « C'est totalement faux », insiste le créateur du mouvement « Parisiennes, Parisiens » à *La Lettre de L'Expansion*. « On ne m'a rien proposé. Et même si on me proposait quelque chose, je dirai immédiatement et fermement non ! » Quant à savoir d'où vient cette rumeur insistante... « Je n'en ai strictement aucune idée », reconnaît-il, « peut-être est-ce parce que je connais Philippe Granjeon ? En tout cas, si mon nom circule pour une mauvaise raison, je pense que c'est celle-ci : ils n'ont strictement personne ! » Voilà, au moins, de quoi remettre les points sur les « i ». À noter que ces rumeurs interviennent dans un contexte de profonde réorganisation des services de communication du chef de l'État.

LA COULISSE DE LA SEMAINE

PANIQUE À L'ANNONCE DE LA CRÉATION D'UNE LISTE « GILETS JAUNES »

C'est une nouvelle qui tombe au plus mal pour la quasi-totalité de l'opposition politique. L'annonce de la création « officielle » d'une liste « Gilets jaunes » aux prochaines élections européennes inquiète l'opposition de droite, comme de gauche. À droite, différents sondages indiquent qu'une telle liste ferait perdre des points à LR, comme au parti souverainiste de Nicolas Dupont-Aignan. Il n'en fallait pas plus à l'opposition pour y voir une manipulation du groupe En marche, involontairement aidé par les récentes déclarations de la probable tête de liste « Gilets jaunes » Ingrid Levavasseur, qui a déclaré la semaine dernière sur France Info : « J'ai voté Macron et je ne le regrette pas. J'ai voté contre Marine Le Pen. » Il est vrai que la création d'une telle liste est une aubaine pour le chef de l'État. Car le mouvement des Gilets jaunes n'a jamais été identifié politiquement : raison pour laquelle la liste fait baisser la droite, comme la gauche et l'extrême gauche. Et fait progresser la liste LREM... passée récemment devant le Ras-

semblement national. « C'est tout bénéf pour Macron ! Cette liste, c'est une bêtise sans nom », confie un ténor des Républicains, qui ne « comprend pas comment les Gilets jaunes peuvent à ce point se faire avoir par le gouvernement ». Une partie du mouvement contestataire, pourtant, l'a bien compris. Sur les réseaux sociaux, la liste estampillée « Gilets jaunes » est loin de faire l'unanimité, bien au contraire. « Ils jouent à un jeu dangereux », estime, pour sa part, un député bien en vue siégeant à la gauche de l'Hémicycle, ajoutant que « le lendemain, s'ils vont jusqu'au bout, ils se réveilleront élus. Et après ? Avec qui ils iront siéger au Parlement européen ? Ils pensent sincèrement que leurs revendications nationales seront portées au niveau européen ? » Pour le moment, et même si certaines formations politiques tentent d'établir des contacts hors caméra, il semblerait que la liste ait de grandes chances d'exister. Au grand dam des formations « classiques », qui voient le piège se refermer, peu à peu, sur elles.

Les agences de programmes télé en plein big bang

Les groupes est-européens continuent à se partager les actifs médias de Lagardère mis en vente en 2018. Après Czech Media Invest du milliardaire de l'énergie Daniel Kretínský, en cours d'acquisition de la presse magazine de Lagardère Active (*Elle*, *Télé 7 jours*, *Ici Paris*, etc.), le polonais Media Press, présidé par Magdalena Cechnicka, est entré en négociations exclusives avec Arnaud Lagardère pour le rachat de Plurimedia. Créée en 1993, l'agence de métadonnées de télévision et de cinéma détient 70 % des marchés français, belge et suisse de la presse magazine de télévision. Également fournisseur de grilles de programmes pour Canal+, Orange, Bouygues Telecom, Free et Altice, elle a réalisé 10 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2018 et emploie 120 salariés (dont 80 journalistes). Sur un marché de plus en plus international, avec notamment la percée en Europe de Netflix, Plurimedia avait participé en 2016 avec Media Press à la création d'un GIE européen d'agences de grilles culturelles, The European Metadata Group. Objectif : la fourniture de grilles de programmes multilingues. L'opération de fusion-acquisition des deux partenaires, qui sera effective en principe le 1^{er} avril, intervient par ailleurs dans un contexte incertain pour l'autre agence française de référence, leader des grilles de programmes de télévision chez les quotidiens. We tv, présidée par Bertrand Ravel, a été placée en redressement judiciaire le 13 décembre 2018 par le tribunal de commerce de Nanterre. ■

■ **EGORA CHASSE CHEZ L'INFIRMIÈRE LIBÉRALE MAGAZINE.** Le site amiral du groupe Global Media Santé (*Le Concours médical*, *La Revue du praticien*) vient de piocher à la concurrence pour remplacer sa rédactrice en chef, Catherine Le Borgne, qui est partie à la retraite. Pour la remplacer à la tête d'Egora.fr, Alain Trébuçq, le PDG de GMS, a recruté Karen Ramsay, l'ancienne rédactrice en chef de *L'Infirmière libérale Magazine*, détenu par Initiative Santé.

■ **LES MLP PRENNENT LEUR DG CHEZ GROUPE APRIL.** Thibault Lecomte arrivera le 1^{er} février aux Messageries Lyonnaises de presse (MLP) en tant que nouveau patron. Actuel directeur des participations au sein de l'assureur Groupe April, il succédera à Laurent Francès qui est parti à la retraite fin décembre 2018. Les MLP, présidées par José Ferreira, ont ainsi privilégié à leur tête un profil financier plutôt que logistique. Le chantier en cours de la distribution de presse, à partir de

la refonte de la loi Bichet prévue en 2019, et l'impact économique sur les messageries, expliquent en partie ce choix.

■ **RADIO FRANCE ET LES ÉCHOS VERS UNE 2^E ÉDITION DE MÉDIAS EN SEINE.** La prochaine édition du nouveau festival consacré aux médias, initié en novembre 2018 par les groupes Radio France et Les Échos-Le Parisien, est d'ores et déjà programmée pour octobre prochain. La conséquence des bons résultats de fréquentation de Médias en Seine. Environ 4 500 visiteurs auraient fait le déplacement en 2018 pour suivre ateliers et débats autour des médias. *Les Échos* avaient arrêté concomitamment leur conférence annuelle Média B to B qu'ils organisaient depuis une décennie.

■ **RADIO CLASSIQUE RECRUTE CHEZ RMC.** Stéphanie Collie, journaliste politique à RMC, vient de rejoindre Radio classique comme rédactrice en chef adjointe. Elle succède à Jean-

Michel Dhuez. Ce dernier a été promu à la rédaction en chef de la radio du groupe Les Échos-Le Parisien où il remplace Philippe Gault, qui est parti à la retraite en novembre 2018.

■ **FILAE SE RAPPROCHE DE GENEANET.** Via Trudaine Participations, dont il est actionnaire, le portail de généalogie Geneanet vient de finaliser l'acquisition de 25 % du leader du secteur, Filae (ex-Genealogy.com, 2,5 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2018). L'opération est la conséquence du désengagement d'un des fonds d'investissement présent au capital de Filae. Tousaint Roze, président de Filae, avait déjà cédé Notrefamille.com (ancienne maison mère de Genealogy.com) à Bayard Presse en 2015. Le rapprochement de Geneanet et de Filae, les deux principaux acteurs hexagonaux de la généalogie, s'inscrit dans un contexte de forte concurrence sur un plan international où se détachent l'américain Ancestry et l'israélien MyHeritage.

POURQUOI OLIVIER GEROLAMI QUITTE SUD OUEST

■ Le départ précipité le 14 janvier d'Olivier Gerolami, président du directoire du Groupe Sud-Ouest (GSO), serait dû à la crainte des actionnaires de voir ce dernier faire l'objet d'une plainte pour harcèlement moral de la part de deux cadres féminins de l'entreprise bordelaise de presse. Conséquence, le président du conseil de surveillance, Jean de Szolnok, aurait décidé de retirer son mandat à Olivier Gerolami. Patrick Venries, directeur général, ainsi que Christophe Galichon, directeur opérationnel, reprendront ses fonctions. Présent depuis 2011, Gerolami ne devrait pas être remplacé poste pour poste au sein du groupe qu'il a largement redressé en diminuant notamment son périmètre (cession des Journaux du Midi, de plusieurs hebdomadaires régionaux, arrête du quotidien gratuit *Direct Bordeaux 7*). L'ancien dirigeant se serait également montré réticent à mener le nouveau plan stratégique à trois ans envisagé par les actionnaires et prévoyant une réduction sensible de la masse salariale. ■

MONDADORI FRANCE LÂCHÉ PAR RIESTER ?

■ Le nouveau ministre de la Culture, Franck Riester, vient de botter en touche dans le dossier de la vente de Mondadori France à Reworld Media, bouclé en principe en février. Interpellé le 30 octobre par la députée LREM des Hauts-de-Seine, Laurianne Rossi, sur la pérennité des titres vendus et le maintien des effectifs, Riester a finalement répondu à l'élue de Montrouge le 9 janvier. Deux mois et demi après que la question a été posée, le ministre LR assure à la parlementaire que le repreneur n'a pas indiqué de réduction de l'activité dans son offre de reprise. Pascal Chevalier, PDG de Reworld Media que Frank Riester doit recevoir courant janvier, avait adopté la même stratégie en 2013 puis 2014, lors du rachat de *Marie France* au groupe Marie-Claire et de huit titres à Lagardère Active. Plusieurs de ces journaux (*Be*, *Pariscope*) ont été arrêtés ensuite et 90 % des salariés repris avaient quitté Reworld Media, qui se présente comme un groupe de media branding, un an après le rachat. La proximité politique de Jean-Pierre Raffarin, vice-président depuis novembre 2018 d'Idinvest Partners, fonds actionnaire à 25 % de Reworld Media, avec Franck Riester serait l'une des explications de la neutralité supposée du ministre dans le dossier, selon les syndicats de Mondadori France. ■

■ **VENTE PRIVÉE** va réunir toutes ses filiales européennes qu'il a développées ou acquises, ces derniers mois, sous une entité unique qui adoptera la marque Veepee. Ce processus devrait s'achever au printemps 2020, date à laquelle il sera devenu le leader incontesté sur le marché européen, avec une plate-forme unique opérant dans 14 pays et employant 6 000 personnes. Pour ce faire, Vente Privée a recruté 250 experts en informatique, qui se sont joints aux 800 collaborateurs du groupe affectés à ce domaine pour gérer l'intégration de l'ensemble des plateformes du groupe. Par ailleurs, 100 millions d'euros seront investis pour poursuivre le développement de la R & D interne et de l'innovation ouverte.

■ **EURAZEO** va céder pour 82 millions d'euros à Axa sa participation de 22 % au capital de Capzanine, société de gestion européenne indépendante spécialisée dans l'investissement privé. La participation d'Axa va ainsi se porter à 46 % du capital de Capzanine, qui gardera le contrôle du fonds d'investissement avec 54 % du capital. « Eurazeo réalise un multiple d'un peu plus de 3x l'investissement initial, et des parts de fonds qui ont été souscrites récemment par Eurazeo », a souligné la société d'investissement.

■ **SJM HOLDINGS**, l'opérateur de casinos basé à Macao, a bondi en fin de semaine dernière après que la milliardaire Pansy Ho et la fondation Henry Fok ont annoncé une alliance qui leur donne le contrôle majoritaire dans la société. SJM, fondé par le magnat du jeu Stanley Ho - le père de Pansy Ho -, a joué d'un monopole sur l'activité des casinos de cette région administrative spéciale de la République populaire de Chine, et a connu ces dernières années un drame familial impliquant ses multiples épouses et enfants cherchant à contrôler son empire. Ils détiendront 53 % de Sociedade de Turismo e Diversões de Macau SA, elle-même majoritaire dans SJM.

■ **DRONE VOLT**, constructeur français aéronautique spécialisé en drones civils professionnels, a multiplié par 4,4 son chiffre d'affaires au quatrième trimestre 2018, grâce à une livraison de 34 drones et 5 caméras intelligentes, contre 7 drones sur la même période en 2017, preuve de l'ascension du secteur. Sur l'exercice 2019 et grâce à ce contexte favorable, la société a annoncé son ambition de réaliser une croissance de plus de 25 % de son chiffre d'affaires consolidé sur l'exercice 2019.

LE PARQUET NATIONAL FINANCIER FÊTE SES 5 ANS

Vendredi prochain, le Parquet national financier (PNF) franchira un cap : celui de cinq années d'exercice, lors desquelles il s'est donné pour mission de lutter contre la grande délinquance économique et financière.

Au-delà de son déménagement au 20^e étage du tribunal de Paris, le PNF a été marqué par des temps forts l'an dernier. D'abord, le procès de fraude à la TVA carbone en janvier, étalé sur près de huit semaines d'audience pour un préjudice total de 385 millions d'euros. Ensuite en juin, la condamnation de sept personnes pour des tentatives d'arrangement de matchs de football, et celle de la Société Générale qui se voyait contrainte de payer 250 millions d'euros pour mettre fin aux poursuites concernant ses relations litigieuses avec un fonds libyen, profitant de la Convention judiciaire d'intérêt public (CJIP) introduite par la loi Sapin II en 2016. En octobre enfin, la banque suisse UBS et six de ses anciens responsables étaient jugés pour blanchiment de fraude fiscale et démarchage bancaire illicite.

Comme l'a souligné l'actuelle procureure de la République financière Éliane Houlette lors de son discours de rentrée : « À ce jour, le PNF est saisi de 90 dossiers de corruption internationale. Si l'on pouvait dès notre création anticiper cette tendance, à un tel niveau, c'est une surprise ! » Les cellules de coordination, le déplacement des magistrats et les échanges d'informations sont devenus monnaie courante. La lutte contre les atteintes à la probité constitue le deuxième prochain défi : le PNF traite 243 procédures qui lui sont liées (corruption, détournement de fonds publics, favoritisme, etc.), soit la moitié des procédures en cours.

■ **BARCLAYS** est sous le feu des projecteurs car le procès de quatre anciens dirigeants de la banque britannique s'est ouvert, tous étant accusés d'avoir frauduleusement tenté de maintenir la banque à flot en 2008. Sur le banc des accusés, l'ancien directeur général de Barclays, John Varley, qui aurait comploté pour cacher 322 millions de livres payées au Qatar en échange d'injections de liquidités en 2008, à hauteur de 11 milliards. Des commissions supplémentaires pour investir ont été versées aux Qataris ; lesdites commissions n'ont cependant pas été versées à d'autres investisseurs. Ces accusations sont passibles d'une peine d'emprisonnement maximale de dix ans.

■ **CERBERUS CAPITAL MANAGEMENT**, un fonds d'investissement américain et l'un des actionnaires les plus importants de Deutsche Bank et de Commerzbank, intéresse particulièrement le ministre allemand des Finances Olaf Scholz et le secrétaire d'État Jörg Kukies qui se réuniraient régulièrement avec son PDG Steve Feinberg. Il est toujours envisageable que les deux banques fusionnent, mais cette fusion n'est pas la seule option possible. Si le mariage se réalise, il donnera naissance, et de loin, à la plus grande banque outre-Rhin : son bilan s'éleverait à près de 2 milliards d'euros, 38 millions de clients privés et initialement plus de 120 000 employés.

■ **FRANCE INVEST**, l'association des investisseurs pour la croissance, s'inquiète du comportement de plusieurs fonds d'investissement en France, notamment Bridgepoint, qui se séparent d'un bon nombre de fondateurs des entreprises rachetées.

■ **BNP PARIBAS** a signé un accord avec IBM Services pour poursuivre le développement de sa stratégie cloud, les deux entreprises reconduisant leur partenariat pour huit ans. Une collaboration qui avait déjà permis de créer il y a seize ans la société de services informatiques BNP Paribas Partners for Innovation (BP2I), une joint-venture détenue à parts égales par la banque de la rue d'Antin et IBM. Au-delà du cloud privé que BNP Paribas a développé en 2013, le renouvellement de ce partenariat sera l'occasion de renforcer ses capacités de cloud hybride « As a service », pour supporter notamment les environnements de tests et les applications.

■ **APOLLO** allait signer il y a quelques jours un LBO à plus de 15 milliards de dollars sur Arconic, un groupe métallurgiste américain détenu par l'activiste Elliott. Un litige interne, l'évolution du marché high yield, mais surtout l'attitude du fonds ont abouti à un échec. Un cas de figure certes rare et extrême mais qui montre bien qu'aucun deal n'est assuré avant que l'encre de la signature des deux parties n'ait séché sur le contrat.

L'ESPAGNE EN PLEINE FORME

L'Espagne est le pays de la zone euro qui devrait afficher les meilleures performances économiques cette année et l'an prochain, selon les prévisions de croissance révisées du FMI. L'institution anticipe ainsi une hausse du PIB espagnol de 2,2 % et 1,9 % en 2019 et 2020. À titre de comparaison, le FMI estime que le PIB de l'Allemagne, considéré comme le principal moteur de l'Europe, ne devrait progresser que de 1,3 % et 1,6 %, en raison du ralentissement du commerce mondial, qui pèsera sur les exportations du pays, ainsi que de l'affaiblissement de la demande intérieure. Le dynamisme économique de l'Espagne au contraire, ancien

pays périphérique de la zone et qui en 2012 avait dû demander une aide de l'Europe de 41 milliards d'euros pour sauver son secteur bancaire, n'a pas échappé aux investisseurs : la semaine dernière, le pays a réalisé le plus gros volume de souscription de son histoire lors d'une émission de dette à dix ans. Le pays a finalement levé pour 10 milliards d'euros de titres, alors que la demande avait atteint 50 milliards. Ce qui a permis au Trésor espagnol de proposer un rendement inférieur, situé à 1,462 %. Et les Européens n'ont pas été les seuls à participer, les investisseurs asiatiques ayant été nombreux à se rendre au guichet espagnol. ■

LA FRANCE CHAMPIONNE DES DÉPENSES SOCIALES

Début décembre, l'OCDE publiait une étude révélant que la France était championne des prélèvements fiscaux ; la voilà cette fois première sur le podium des dépenses liées à la protection sociale, selon un nouveau rapport de l'organisation. Celles-ci ont représenté l'an dernier 31,2 % du produit intérieur brut (PIB) de l'Hexagone, contre 28,9 % pour la Belgique, deuxième au classement et 28,7 % pour la Finlande. Certes, la France a tout de même réduit ses dépenses par rapport aux deux années précédentes, où elles représentaient 32 % du PIB. Mais elles restent largement supérieures à la

moyenne des 36 pays membres de l'OCDE, qui était de 20,1 % l'an dernier. Ce sont les retraites qui représentent le poste le plus important pour notre pays, avec 13,9 % du PIB (8 % du PIB en moyenne dans les pays de l'OCDE), juste derrière la Grèce et l'Italie. Mais c'est en termes de dépenses de santé publique que la France se distingue, avec 8,8 % de son PIB consacré à ce secteur, devant les États-Unis (8,5 %) et l'Allemagne (8,1 %). Sachant que la France conserve la première place du classement des dépenses si l'on prend en compte les dépenses sociales privées ainsi que les effets de la fiscalité. ■

BCE, LE GRAND BAL DES SUCCESSIONS A COMMENCÉ

Près de la moitié du comité de direction de la Banque centrale européenne (BCE) sera remplacée d'ici la fin de l'année : l'économiste en chef Peter Praet, le président Mario Draghi et Benoît Cœuré, dont les mandats arriveront respectivement à échéance le 31 mai, le 31 octobre et le 31 décembre prochains. Lundi dernier, les ministres des Finances de la zone euro ont donné le coup d'envoi de la procédure de désignation du successeur de l'économiste belge, qui quittera donc ses fonctions après huit années passées au sein du directoire de Francfort. Les États membres de la zone euro proposent d'abord des candidats pour les postes à pourvoir et c'est ensuite l'Eurogroupe qui effectue un choix. Le Conseil européen consulte alors à la fois le Parlement européen et le Conseil des gouverneurs de la BCE au sujet du candidat proposé, avant de le nommer définitivement. Le favori serait pour l'instant Philip Lane, gouverneur de la Banque d'Irlande depuis 2015 : Lane est un macro-économiste mondialement réputé, diplômé de Harvard et qui a toujours soutenu la politique monétaire de Mario Draghi, même au moment de la crise de la dette. Sa nomination rassurerait les marchés, qui redoutent une rupture trop radicale dans les choix de stratégie monétaire. Autre point positif pour Lane : sa nationalité. Aucun Irlandais n'a jamais siégé au sein du directoire de la BCE. ■

VU DE LA CITY

L'AMENDEMENT COOPER, PROCHAINE ÉTAPE DÉCISIVE DU BREXIT

Les marchés sont incroyablement sereins au sujet du Brexit, à deux mois de la date officielle prévue de sortie de l'Union européenne (UE) du Royaume-Uni et alors qu'aucune nouvelle option crédible n'a pour le moment émergé. La volatilité implicite à un mois sur le Footsie et le change – un excellent indicateur du degré d'incertitude des marchés – a ainsi sensiblement diminué depuis la fin d'année dernière : sur l'indice britannique, elle est passée de 25 % fin décembre à moins de 16 % actuellement et sur le change de 13,3 % à moins de 9 %, selon des données Natixis. « Les marchés achètent désormais l'idée qu'il n'y aura pas de Hard Brexit, voire pas de Brexit du tout », explique René Defossez, économiste chez Natixis à Londres. Il faut dire que l'hypothèse que la sortie du pays soit repoussée de quelques mois est de plus en plus probable, vu les derniers épisodes politiques à Westminster. Si la Première ministre a présenté un plan B devant les députés, lundi dernier, après que ceux-ci avaient rejeté l'accord initial

qu'elle proposait, cette nouvelle mouture devrait de nouveau être rejetée demain. Surtout, l'amendement présenté par la députée travailliste Yvette Cooper a toutes les chances d'être adopté cette semaine : or, cette proposition permettra au Parlement d'obliger la Première ministre à proroger la date du Brexit du 29 mars 2019 au 31 décembre 2019, s'il n'y a pas de résolution sur l'accord de retrait avant le 26 février prochain. Theresa May a pour l'instant exclu tout report du Brexit lorsqu'elle a présenté son plan B. Mais elle pourrait être contrainte de le demander aux 27 de l'UE si l'amendement Cooper est voté. Sauf que l'unanimité est requise pour que le report de la sortie ait lieu. Or Bruxelles a jusqu'à présent déclaré que les États n'accepteraient de décaler le Brexit qu'à condition qu'un plan détaillé de la Grande-Bretagne soit présenté. Quoi qu'en pensent les marchés, l'issue des négociations est donc encore extrêmement incertaine et dépendante de la position qu'adopteront les députés britanniques.

STRESS HYDRIQUE La demande d'eau a été multipliée par six au cours des cent dernières années et continue de croître au rythme de 1% par an.

Y aura-t-il assez d'eau en 2050 ?

Plus de 5 milliards de personnes pourraient souffrir de pénuries d'eau d'ici à 2050 en raison du changement climatique, d'une demande accrue et d'approvisionnements pollués, selon un rapport de l'ONU sur l'état de l'eau dans le monde. Le Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau affirme qu'un changement positif est possible, en particulier dans le secteur agricole clé, mais seulement s'il y a une évolution vers des solutions naturelles qui reposent davantage sur le sol et les arbres que l'acier et le béton.

L'homme utilise environ 4600 km³ d'eau chaque année, dont 70% pour l'agriculture, 20% pour l'industrie et 10% pour les ménages. La demande mondiale a été multipliée par six au cours des cent dernières années et continue de croître au rythme de 1% par an. Cela crée déjà des tensions qui augmenteront d'ici à 2050, quand la population mondiale atteindra entre 9,4 et 10,2 milliards (contre 7,7 milliards au

jourd'hui), deux personnes sur trois vivant dans les villes. C'est dans les pays en développement que la demande en eau devrait augmenter le plus rapidement. Entre-temps, les changements climatiques exerceront une pression supplémentaire sur les approvisionnements, car ils rendront les régions humides plus humides et les régions sèches plus sèches.

L'ONU prévoit qu'en 2050 entre 4,8 et 5,7 milliards de personnes vivront dans des régions où l'eau sera rare pendant au moins un mois par an, contre 3,6 milliards aujourd'hui, et que le nombre de personnes exposées à des inondations passera de 1,2 à 1,6 milliard. Dans les zones de sécheresse englobant le Mexique, l'ouest de l'Amérique du Sud, l'Europe du Sud, la Chine, l'Australie et l'Afrique du Sud, les précipitations vont probablement diminuer. La pénurie ne peut être compensée par des réserves d'eau souterraine, dont un tiers est déjà en détresse. La construction d'un plus grand nombre de barrages et de réservoirs n'est pas non plus

une solution, car ces options sont limitées par l'envasement, le ruissellement et le fait que les sites les plus rentables et viables des pays développés ont été identifiés.

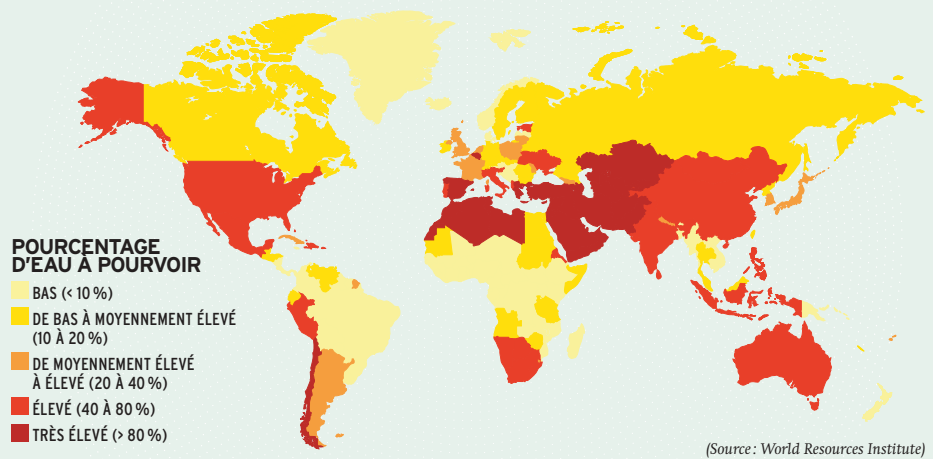
La qualité de l'eau se détériore. Depuis les années 1990, la pollution s'est aggravée dans presque tous les fleuves d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. On s'attend à ce qu'elle s'aggrave encore au cours des deux prochaines décennies, principalement en raison du ruissellement agricole des engrais et autres produits agrochimiques qui chargent les réserves d'eau douce en nutriments entraînant la prolifération d'agents pathogènes et l'obstruction des algues. L'industrie et les villes constituent également un problème important. Environ 80% des eaux usées industrielles et municipales sont rejetées sans traitement.

La clé du changement sera l'agriculture, principale source de consommation d'eau et de pollution. Le rapport préconise une « agriculture de conservation », qui utiliserait davantage l'eau de pluie plutôt que l'irrigation et régulariserait la rotation des cultures pour maintenir la couverture des sols. Cela serait également crucial pour inverser l'érosion et la dégradation, qui affectent actuellement un tiers des terres de la planète, selon une étude de l'ONU de l'année dernière.

Le message le plus positif du rapport est peut-être que les économies potentielles de ces pratiques dépassent l'augmentation prévue de la demande mondiale d'eau, ce qui atténuerait les dangers des conflits et améliorerait les moyens de subsistance des agriculteurs familiaux et réduirait la pauvreté. ■

Yves de Kerdrel

PAYS EXPOSÉS AU STRESS HYDRIQUE EN 2040



La Lettre de L'Expansion

La Lettre est réalisée chaque semaine sous la responsabilité de Pierre Dumazeau, DIRECTEUR DE LA RÉDACTION (01.85.73.42.69) pdumazeau@wansquare.com avec la collaboration de Marie-Amélie Fauchier-Magnan, Yves de Kerdrel, Jeanne Morinay et Olivia Vignaud
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION Dominique Leblanc
DIRECTEUR DES RÉDACTIONS Yves de Kerdrel
SERVICE COMMERCIAL commercial@wansquare.com

Prix du numéro : 48 euros TTC
Abonnement premium : 1 350 TTC
Société éditrice : Wansquare
SA au capital de 900 200 euros
RCS Paris : 512 921 768
Siège social :
11, rue de Provence,
75009 Paris
PRÉSIDENT
Dominique Leblanc

PRINCIPAUX ACTIONNAIRES
Dominique Leblanc
et Yves de Kerdrel
RÉALISATION
A noir, www.a noir.fr
Commission paritaire n° 1117 I 82343
Toute reproduction non autorisée
même par photocopie est interdite
© Copyright 2018
ISSN0399-8606

wansquare
L'INFO STRATÉGIQUE EN TEMPS RÉEL

■ **MAURICE LÉVY**, interrogé depuis le Forum de Davos par CNBC, a déclaré que si les réformes du président Emmanuel Macron sont courageuses, le rythme de ces réformes devra peut-être ralentir pour transformer le pays. Parlant des Gilets jaunes, le président du conseil de surveillance de Publicis a estimé qu'« ils ne sont pas préparés à tous les changements, alors nous devons mieux partager le fardeau et nous devons accepter, ralentir peut-être certaines réformes, mais il est certain que nous devons transformer le pays ».

■ **TIPHAINE HECKETSWEILER**, qui était directrice de la communication du groupe AccorHotels, s'approprierait à prendre la direction de la communication de la Fédération française de l'assurance. Auparavant, elle a dirigé le développement, secteur télécom et services au sein d'Experian, avant de devenir, en 2003, consultante associée chez Image 7. En 2010, elle intègre le groupe Bull, en tant que directrice de la communication et membre du comité exécutif. Elle est l'une des filles de Gérard Longuet et de son épouse l'avocate Brigitte Longuet.

■ **BRUNO LE MAIRE** bénéficie d'un démarrage satisfaisant pour son dernier ouvrage *Paul. Une amitié* publié au sein de la collection blanche de Gallimard, qui raconte la mort prématurée d'un très proche ami de l'actuel ministre de l'Économie. En deux semaines, il aurait vendu près de 3500 exemplaires. Ce qui est une performance pour un ouvrage écrit par un homme politique, même s'il ne parle pas directement de politique.

■ **LE COMTE DE PARIS**, qui est décédé le 21 janvier dernier, date anniversaire de la mort de Louis XVI, posera moins de problèmes à ses héritiers que son père qui avait tenté de déshériter ses enfants. Son fils Jean, titré duc de Vendôme, avait déjà hérité directement de son grand-père du seul bien foncier important détenu par la famille d'Orléans, les 2500 hectares de la forêt du Nouvion-en-Thiérache, qui offre un très bon rendement et qui a été totalement replantée depuis 1963.

■ **PIERRE GADONNEIX**, ancien patron d'EDF, parachuté à la tête de Latécoère en 2010 au moment où la société était au plus mal, a récemment procédé à des achats de titres de l'équipementier aéronautique. Selon nos informations, il a acquis 7 000 titres qui viennent s'ajouter aux 9 866 qu'il détenait déjà. Celui qui est toujours président du Conseil mondial de l'énergie voit son mandat chez Latécoère prendre fin en 2021.

EN ATTENDANT LA PRIVATISATION... DIALOGUE SOCIAL APAISÉ CHEZ ADP

Le Groupe ADP, que dirige Augustin de Romanet, a conduit ces dernières semaines un dialogue approfondi avec ses partenaires sociaux, aboutissant le 16 janvier à deux accords majeurs signés au bénéfice des salariés. Le premier porte sur les négociations annuelles obligatoires. L'accord a été signé par la majorité des organisations syndicales. Il prévoit à la fois une augmentation générale de 1 % pour l'ensemble des collaborateurs en 2019, et une évolution majeure en matière d'avancement individuel (avancement annuel pour tous les salariés dès 2020). Le second porte sur la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences. C'est la deuxième fois dans l'histoire de l'entreprise qu'un tel accord est signé. Les engagements, pris pour une durée de trois ans, portent principalement sur l'évolution des compétences du groupe avec une nouvelle approche de la vision métiers et compétences ; l'embauche des jeunes et l'alternance avec des objectifs renforcés (3,2 % d'alternance en vision cible 2021 ; 30 % des embauches CDI sur les métiers de maintenance issus de l'alternance ; 35 % de recrutement des jeunes parmi les recrutements externes CDI) ; le renouvellement des compétences avec l'introduction de mesures sur la mobilité externe ; la transition entre vie professionnelle et retraite (rachat de trimestre, aménagements horaires, temps partiel fin de carrière avec introduction du mécénat de compétences) ; et le développement de l'employabilité : animation des parcours professionnels et accompagnement des redéploiements internes en lien avec les enjeux de transformation de l'entreprise.

■ **CYRILLE DE MONTMARIN** et **OLIVIER PÉCOUX** reprennent en direct la responsabilité de l'activité de conseil aux gouvernements - dite « sovereign advisory » - après le départ d'Anne-Laure Kiechel de la Banque Rothschild & Cie. Celle-ci a quitté la prestigieuse maison de l'avenue de Messine en raison de divergences stratégiques et a créé une boutique dédiée aux mêmes missions, GSA & Co. Sur des mandats déjà obtenus par Rothschild, un partenariat a été établi entre elle et son ancien employeur qui entendent développer cette activité au sein du pôle « global advisory ».

■ **YVES DE GAULLE**, petit-fils du chef de la France Libre, publie *Ma République*, apocryphe de Charles de Gaulle. Dans cet ouvrage, il retrace le cheminement intellectuel qui a mené son grand-père à penser la Constitution de la V^e République. Énarque et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, Yves de Gaulle a effectué sa carrière professionnelle au service de l'État et dans le secteur privé, notamment à la Compagnie du Rhône. Il est désormais directeur général délégué de Prinvest Médias l'une des structures du groupe d'Iskandar Safa.

■ **ALAIN MINC**, qui vient de publier son dernier ouvrage sur les élites, *Voyage au centre du « système »*, rend un hommage singulier et vibrant à Nicolas Sarkozy en introduction de son livre. Il raconte comment l'ex-président de la République et Gordon Brown ont sauvé en quelques jours... et quelques nuits le système bancaire européen. Alors que le chef de l'État français n'avait pas les codes du « système », il a tout misé sur son engagement à ce qu'aucun Français ne perde un euro. Preuve d'un grand sens politique selon l'essayiste.

■ **FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU**, le gouverneur de la Banque de France, est intervenu récemment à Bordeaux dans le cadre d'une conférence économique. Il y a répété qu'une meilleure efficacité des dépenses publiques est un impératif, surtout lorsqu'elles pèsent 56 % du PIB en France, contre 45 % pour la zone euro hors France. Par ailleurs, il a souligné qu'il s'agissait là d'un enjeu de souveraineté puisque, à défaut, la dette publique et les choix budgétaires deviendront insoutenables quand les taux d'intérêt remonteront.

■ **JEAN-DOMINIQUE SENARD**, outre les nombreuses qualités dont il a fait preuve chez Pechiney et chez Michelin, se trouve être le cousin germain d'Henri de Castries. Sa femme, Hélène d'Harcourt, est la fille de Solange de Cheigné. Quant à l'ancien patron d'Axa, il est le fils de Gisèle de Cheigné. Toutes les deux sont les deux filles de Pierre de Cheigné, grand résistant, compagnon de la Libération, avant d'être plusieurs fois ministre de la IV^e République, entre autres dans les gouvernements Edgar Faure et Antoine Pinay.

■ **MOUNA SEPEHRI**, directrice déléguée à la présidence de Renault dont la rémunération a surpris en pleine affaire Carlos Ghosn, devrait, selon nos informations, quitter ses fonctions chez le constructeur automobile dans les prochaines semaines.